

Depuis quelques années, la ville est à nouveau au centre des intérêts des chercheurs de différents domaines disciplinaires. Il est aussi vrai, néanmoins, que la ville en tant que phénomène culturel complexe n'est plus à la mode. J'entends par là que les temps où la ville était considérée comme le centre de toutes activités et l'atelier de toute élaboration culturelle sont révolus. Il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à la *polis* grecque, ni jusqu'aux centres artistiques de la Renaissance. Je pense, plutôt, aux villes capitales européennes et au rôle qu'elles occupaient dans la production artistique du XIX siècle – Paris, Londres, Berlin ou Saint Petersburg en tant que centres économiques et culturels, mais également lieux incontournables du point de vue artistique et littéraire, dans certains cas considérés comme les seuls endroits dans lesquels la littérature pouvait prendre corps et forme. Des phénomènes plus récents, représentant explicitement cette centralité de la culture urbaine, sont la Rome de Fellini ou la New York de Woody Allen.

Aujourd'hui, la culture dominante est par définition nomade. Elle est représentée par la globalisation et, au fond, par l'équivalence de toutes les villes qui sont le théâtre d'une telle culture de la mobilité.

Cette tendance n'est pas sans retombées tangibles au niveau de la gestion et de la transformation de nos villes. Une des conditions de base de cette mobilité exaspérée est la répétition des lieux qui en sont la scène. Aéroports, gares ferroviaires, hôtels et restaurants – mais aussi musées et théâtres – tendent de façon inexorable vers l'homogénéisation à l'échelle planétaire.

Il s'agit d'un phénomène facilement compréhensible en tant qu'expression d'une culture dominante semblant vouloir annuler tout ce qui s'oppose à la seule valeur reconnue: l'affirmation et la célébration de la contemporanéité – ou bien, en d'autres termes, la victoire du temps sur l'espace. Il n'est pas rare d'entendre parler de contemporanéité ou d'actualité en tant que garantie de qualité, notamment, mais pas exclusivement, dans les contextes artistiques.

En architecture, le mot hyper-actualité est souvent utilisé de nos jours.

Je ne prétends pas pouvoir expliquer les raisons de ces phénomènes. J'essayerai de me concentrer sur les quelques effets qu'ils produisent dans les processus de transformation urbains et territoriaux.

Il est évident que les phénomènes que nous avons esquissés découlent directement de la nouvelle perspective qui s'ouvre sur le monde, connue sous le nom de globalisation. Tout en étant conscient des risques propres aux généralisations de ce type, je suis certain que l'existence des influences de la globalisation sur nos villes ou sur notre manière de les imaginer est généralement partagée ou, du moins, partageable.

Dans ce contexte, comme déjà évoqué, les études se multiplient en élargissant le champ de recherche au territoire dont les villes et les agglomérations urbaines sont considérées comme des composantes essentielles mais pas exclusives.

La raison de cette pluralité d'études est sans doute liée aux nombreux problèmes auxquels les administrateurs doivent faire face en matière de gestion et de développement urbain.

Tout le monde sait, par exemple, que récemment les populations urbaines ont dépassé en nombre les non urbaines et que le phénomène est destiné à se renforcer dans le futur. Il est également évident que chaque entité territoriale est touchée par les problèmes engendrés par la mobilité, avec les retombées sur l'environnement qui en découlent. Parler de développement urbain durable signifie prendre en considération, entre autres, ces problèmes. Mais la définition même de développement durable ne peut pas se limiter à ces aspects, malgré le fait que parfois leur gravité s'impose de façon prépondérante.

L'aspect que j'aimerais traiter ici, bien que de portée apparemment limitée, ne doit pas être sous-évalué.

Il faut d'abord signaler que les réflexions suivantes s'appliquent aux villes européennes. J'entends par là des villes qui, malgré leurs différences, partagent la même histoire et le même destin. Je suis convaincu que l'on puisse parler, de façon générale, de la ville européenne, du moins par égard pour des réalités urbaines différentes émergeant dans d'autres parties du monde. En ce sens, il est évident qu'une telle distinction se légitime, par exemple, à partir de l'entité et de la rapidité des phénomènes actuellement présents dans les grandes métropoles orientales ou, dans le passé récent, dans les villes américaines.

La ville européenne et la globalisation

Un des caractères constitutifs de la ville européenne consiste dans sa stratification. Dans ce contexte, ce terme est à considérer tant dans ses implications pragmatiques quant dans ses significations conceptuelles.

À la différence de ce qui se produit dans d'autres contextes, la ville européenne se forme et se transforme par couches successives suivant des logiques distinctes mais en demeurant toujours fidèle à l'idée que jamais les couches précédentes ne subissent un effacement définitif. La fascination qu'exercent les villes européennes repose sur leur profondeur historique, une profondeur visible et tangible, présente dans le vécu quotidien de leurs habitants.

Les diverses idées de ville qui en ont défini les formes dans le temps cohabitent en déterminant des équilibres particuliers à chaque lieu. Cet aspect est complètement absent, ou très limité, dans la ville américaine. Dans la ville orientale, au contraire, la *présence du passé* est souvent limitée aux grands complexes monumentaux et aux bâtiments religieux. Ceci détermine, dans la plupart des cas, les images que nous voyons dans les journaux, exprimant avec immédiateté et sans équivoque les contrastes et les contradictions caractérisant le développement de ces pays.

Dans la ville européenne, ces contrastes sont moins évidents en vertu de sa capacité de se construire par couches.

En Europe, il n'est pas rare que le long d'une rue ou dans une place, des restes antiques se disposent à côté de bâtiments moyenâgeux, de la Renaissance ou baroques, de constructions modernes et de grandes structures du XVIII^e siècle.

De ce point de vue, la ville européenne nous apparaît moins unitaire et plus variée que la ville américaine. De façon analogue à ce qui se produit pour ses mille langues et dialectes différents, nous pourrions affirmer que l'idée même de ville, en Europe, repose sur la diversité.

La variété architecturale et urbanistique caractérisant les villes de l'ancien continent est indissociable de leur identité spécifique. Il est évident que cette diversité et cette multiplicité d'identités différentes sont à considérer comme une des plus grandes valeurs au sens culturel mais aussi à l'égard de la richesse de la vie quotidienne qui en découle.

À noter que, de façon plus générale, la définition et la reconnaissance d'une identité culturelle n'impliquent nullement l'idée de fermeture. Salvatore Settis (*Le futur du classique*, 2005) s'est récemment exprimé à ce propos en soulignant le potentiel d'ouverture, d'échange réciproque et de confrontation critique appartenant à l'idée même d'identité. Selon l'intellectuel italien, traitant le processus d'intégration européenne, l'objectif est de promouvoir les différentes cultures dont l'Europe est le théâtre, en reconnaissant en même temps leurs caractères d'originalité et leurs traits communs.

Ce même point de vue est facilement applicable au thème que nous discutons ici.

En effet, il est possible de classer et ordonnancer les villes européennes sur la base d'une multitude de critères, mais, au-delà des correspondances, parfois très profondes et évidentes, au-delà des racines communes, chaque ville représente un cas unique et non répétable dans lequel les caractères des maisons, des rues, des places - et pas seulement des monuments - jouent un rôle fondamental.

Les processus historiques très complexes qui ont généré la forme actuelle des villes européennes démontrent que la tendance à l'homogénéisation, implicite dans l'idée même de globalisation, n'est pas tout à fait nouvelle.

Il suffit de penser à la diffusion des canons architecturaux et urbanistiques de l'Empire romain ou aux aspirations "internationales" de l'architecture du XIX siècle pour s'en rendre compte.

Il semblerait, en effet, que cette tendance influence cycliquement les transformations urbaines. Un tel phénomène est sûrement déterminé par plusieurs facteurs mais, schématiquement, nous pouvons affirmer que l'élément fondamental est constitué par la volonté de colonisation exercée par une culture dominante. Pour donner suite à cette constatation élémentaire, il convient de s'interroger sur les modalités suivant lesquelles le processus de colonisation se concrétise.

L'urbanisme et l'architecture romains, par exemple, représentaient les formes les plus immédiates et efficaces d'affirmation du pouvoir impérial. Il est connu que les villes romaines se fondent sur un schéma géométrique que nous pouvons facilement reconnaître dans nombre de villes européennes et que l'apparat monumental de ces mêmes villes propose des bâtiments répondant à des types bien définis. Cependant, nous constatons que l'art de bâtir les villes chez les Romains possédait aussi une capacité d'adaptation assez profonde aux conditions locales, comme en témoignent, entre autres, les villes d'Afrique du nord. Du point de vue architectural, également, les édifices de l'Empire montrent une capacité remarquable à assimiler les matériaux locaux ou certains thèmes figuratifs, sans jamais renier leurs connotations typologiques.

L'architecture et l'urbanisme européens du XIX siècle, de leur côté, sont profondément marqués par des aspirations internationales qui ne manqueront pas d'influencer l'architecture moderne, soit au début, soit dans ses phases les plus développées. Au XIX siècle, néanmoins, malgré sa tendance à l'internationalisme, l'architecture des classes dominantes prouve sa capacité à intégrer non seulement les formes et les matériaux mais aussi les techniques des pays colonisés – et j'entends par là les colonies aussi bien que les nations prises dans l'orbite d'autres pays, tout en gardant leur autonomie sur les plans politique et économique.

Aujourd'hui, par contre, on a souvent l'impression qu'en architecture les mêmes stéréotypes se répètent partout, du moins au niveau des technologies et des matériaux.

À ce propos, comme l'a très bien démontré Ulrich Beck (*Der kosmopolitische Blick*, 2004), il faudrait remplacer l'idée même de globalisation par une attitude apparemment similaire mais en réalité bien plus complexe: il s'agirait d'exercer un regard cosmopolite. Le cosmopolitisme pourrait devenir, de nos jours, une véritable philosophie. Dans ce terme sont compris les deux extrêmes de notre vie: le *cosmos*, l'univers global qui s'impose au niveau de la conscience collective, et la *polis* considérée comme lieu d'appartenance et d'élaboration de tout sentiment d'identité culturelle. Le "regard cosmopolite" invoqué par Beck pourrait facilement s'appliquer au développement urbain dans le sens que nous traitons ici.

Le problème de la Modernité ou de l'actualité, par exemple, ne serait plus vu comme *aut aut* – voir les *querelles des anciens et des modernes* revenant cycliquement dans le débat architectural - mais comme possibilité d'explorer une manière différente de construire le futur de nos villes, en récupérant une dimension de continuité avec l'histoire.

En effet, la recherche de l'équilibre entre *polis* et *cosmos*, entre local et global, entre tradition et innovation appartient depuis toujours à l'architecture et à sa pratique. Dans ce sens, nous pourrions même affirmer qu'à partir des romains, l'architecture est, par définition, *cosmopolite*.

Limites de la vision globale

Le problème que je considère nécessaire de souligner concerne la manière dont les effets de la globalisation affectent nos villes. Le risque est double: le modèle de développement dominant impose des choix indéfendables d'un point de vue économique mais aussi d'un point de vue culturel, relatif à l'identité urbaine. Ce phénomène intéresse la plupart des pays de l'Union Européenne. Même si cette observation sera considérée comme escomptée et banale, les banlieues et les nouveaux grands complexes surgissant un peu partout en Europe sont toujours identiques à eux-mêmes.

Les modèles de développement actuels sont compris entre deux pôles extrêmes: d'un côté l'adoption de modèles urbains et architecturaux univoques et toujours étrangers aux réalités locales, de l'autre la conservation à outrance du patrimoine

historique. Le résultat est devant les yeux de chacun: les centres des villes se vident à cause de l'affectation exclusivement commerciale et administrative des bâtiments – phénomène déterminé surtout par les pressions du marché immobilier – tandis que les nouveaux pôles de développement font référence à des modèles de mobilité produisant des comportements contraires à toute logique de durabilité.

Parmi les innombrables raisons qui ont déterminé cet état des choses, figure aussi le *star system*, selon lequel un nombre très limité d'agences d'architecture ou d'architectes se trouve au centre des mandats les plus importants et prestigieux. Faire appel à une *étoile* de ce firmament, entre autres, constitue aussi une garantie de succès dans des conditions de développement urbain particulièrement critiques (par exemple: situations difficiles d'un point de vue économique ou délicates d'un point de vue politique). Au delà du cynisme de quelques protagonistes, le problème ne concerne pas le travail de ces architectes, garantissant de toute façon une architecture de qualité. L'aspect préoccupant est la filiation infinie de bâtiments s'inspirant des formes à la mode mais incapables d'en reproduire les qualités, banalisant le contenu même des recherches qui en sont le fondement, insensibles aux particularités des lieux.

Les grands complexes dans lesquels s'identifient les nouvelles tendances urbaines proposent des formes et des matériaux dont les qualités prétendues semblent découler directement d'une prise de distance résolue vis-à-vis de tout résidu du passé. Aujourd'hui, nous l'avons déjà vu, l'essentiel est d'être "actuels" et le problème consiste dans le fait que ceux qui se préoccupent des conséquences d'une telle attitude - souvent caricaturale - ne sont pas nombreux.

Il n'est pas dans mes intentions de lancer ici une polémique à l'égard d'opérations qui semblent obtenir un succès remarquable auprès du public, mais souvent le doute surgit qu'un tel succès soit piloté et déterminé par des campagnes publicitaires très habiles, parfois avant même que l'opération ne soit réalisée.

Tous ceux qui s'occupent d'architecture savent que ces mandats prestigieux – qui augmentent le prestige de qui les veut et de qui les réalise – concernent des équipements et des bâtiments très différents par leurs dimensions et leurs affectations, à l'exclusion systématique des bâtiments d'habitations et des infrastructures en découlant. Il semblerait que le thème de l'habitation soit désormais loin des préoccupations et appartienne uniquement aux activités d'entrepreneurs plus ou moins aventureux. Le problème de l'habitation devrait par contre occuper une position centrale dans tous les processus de développement urbain. Ce même problème concerne toutes les villes européennes, même si celles-ci sont exposées à un rythme de croissance incomparablement réduit par rapport aux villes orientales.

Les grands thèmes du débat architectural semblent confirmer cette tendance. L'engagement présent dans la configuration des modalités de développement de nos villes relativise ou minimise les caractères spécifiques des bâtiments et des grands ensembles d'habitation. Implicitement, peut-être, l'habitation est considérée comme une masse plus ou moins amorphe et capable de s'inscrire sans difficulté dans les lignes guides des grands plans de développement. Il y a des positions théoriques et nombre d'exemples pratiques démontrant qu'une ville peut bien se développer à partir d'une série de *pôles d'attraction* qui, en tant que tels, déterminent et structurent les espaces réservés aux habitations. Peut-être que, dans ce climat de libéralisme effréné, cette manière de faire constitue la bonne solution, mais il n'y a pas beaucoup d'exemples dans lesquels ces opérations immobilières se réalisent en marge de critères de profit maximal, ce qui, en tant que paramètre unique, ne peut pas garantir la qualité des interventions.

Ceci est le nœud: quels sont les éléments devant entrer en ligne de compte afin de garantir la qualité des ensembles d'habitation actuels et futurs?

Il serait impossible d'énumérer tous les facteurs pouvant influencer la qualité des dits ensembles, mais j'aimerais en souligner quelques-uns, en relation directe avec l'identité urbaine. Nombre de ces aspects sont directement liés au travail des architectes et des urbanistes et il serait souhaitable qu'ils reviennent au centre du débat.

Quelle est la signification de Développement durable? L'expression est sans aucun doute désormais trop fréquente, galvaudée et utilisée avec une flexibilité extrême pour soutenir des points de vue variables et des opinions assez différentes.

Il est moins courant d'en entendre parler à propos du développement urbain, mais il est facile d'en imaginer les conséquences les plus immédiates: en effet, il n'y a pas un seul aspect de la réalité urbaine qui échappe au cadre du Développement durable ou qui ne puisse s'y inscrire à juste titre.

Nous soutenons que, au-delà des problèmes économiques, politiques et sociaux, au-delà des problèmes posés par l'énergie, par les transports ou par la pollution – pour ne citer que les principaux – se pose aussi un problème d'identité. Ce dernier présente une double portée: d'un côté la prise de conscience de la valeur des tissus urbains et leur sauvegarde, de l'autre la nécessité de leur transmission aux générations futures.

Le tissu urbain

À ce point, surgit une des contradictions les plus évidentes. Quand on parle de la nécessité de transmettre aux générations futures la richesse de nos patrimoines artistiques ou naturels, on pense immédiatement à une espèce de congélation, d'embaumement des biens en question. Quand il s'agit des tissus urbains, et non pas des grands monuments, cette perspective est plus utile comme prise de conscience que comme *modus operandi*. En effet, très souvent, *sauvegarde* signifie uniquement conservation, préservation et – en ce qui concerne les biens artistiques – muséification. Selon le Petit Robert, *conserver* signifie "Maintenir en bon état, préserver de l'altération, de la destruction".

Les risques auxquels le patrimoine est exposé sont doubles: d'un côté la destruction, de l'autre l'altération. Cette vision – qui nécessiterait de toute façon d'être discutée et vérifiée – ne peut pas s'appliquer telle quelle à tous les éléments urbains qui, tout en participant à la définition du caractère d'une ville, ne possèdent pas de qualités patrimoniales au sens canonique du terme. Nous avons parlé de *tissu urbain*, mais le champ d'application s'élargit énormément si nous décidons de prendre en considération tout ce qui participe à la définition du caractère urbain. Naturellement, il serait impossible d'énoncer une règle générale. Comme d'habitude en matière d'architecture et d'urbanisme, la seule règle ayant valeur absolue est celle selon laquelle chaque réalité représente une entité unique qui sera analysée et étudiée en tant que telle. Le seul critère opérationnel convaincant sera celui du "cas par cas" – qui confirme, entre autres, ce que nous avons dit à propos de la singularité de nos villes.

Cette attitude n'empêchera pas d'élaborer des systèmes d'analyse et d'intervention exportables et adaptables, mais uniquement à condition de construire une culture urbaine et architecturale spécifique.

La question centrale est celle de trouver l'équilibre entre conservation et transformation, entre tradition et innovation, entre croissance et progrès. En d'autres termes, il s'agirait d'opérer un type de sauvegarde capable de préserver nos villes des destructions mais pas des altérations. Celle-ci est la seule condition permettant d'éviter les deux risques principaux: la muséification de la ville et la destruction de son caractère. Nous entendons, par *caractère*, l'ensemble des éléments permettant à une ville de se distinguer d'une autre. Il est évident que dans cet ensemble nous trouvons tous les produits d'une culture architecturale spécifique.

En ce qui concerne le premier cas, le processus de transformation de nombreuses villes nous montre que le risque existe et n'est pas limité aux villes d'art, vivant uniquement des ressources du tourisme et estimant nécessaire de sauvegarder leur patrimoine jusqu'à la limite du paroxysme. Les centres de plusieurs villes européennes sont en train de devenir une représentation hyperbolique d'elles-mêmes en rendant toujours plus conflictuel le rapport avec d'autres parties de la ville et avec l'agglomération urbaine. Dans le deuxième cas, au nom de l'innovation et de l'obligation d'être actuels, des quartiers entiers sont rasés et remplacés par des constructions aseptiques, dépourvues de racines, incapables d'établir des *rappports architecturaux réels* avec la ville *réelle* et générant ainsi des bouleversements irréparables.

Il semblerait que notre culture soit incapable de concevoir un développement non conflictuel – étant sous-entendu que la conservation à outrance ne constitue pas une perspective de développement. Afin d'éviter des malentendus, je souligne

que les doutes exprimés au sujet de la conservation ne s'appliquent pas aux cas dont la consistance monumentale demande d'être préservée de toute altération.

A ce propos, il serait intéressant de comprendre quels sont les critères déterminant l'intangibilité d'un ouvrage. En effet, tout ce qui est antique semble mériter la conservation, mais tout ce qui est simplement vieux soulève des discussions. S'il n'y a pas de doutes sur le fait qu'un bâtiment du moyen âge ou de la Renaissance doit être de toute façon conservé, la question se complique quand il s'agit d'architecture du XIX siècle. C'est une étrange attitude, car on ne reconnaît pas à l'architecture de cette époque – représentant la principale partie bâtie de nos villes – le statut de bien patrimonial, sauf cas rarissimes.

Très souvent, l'architecture du XIX siècle, tout en étant dépourvue des attributs et des qualités nécessaires à sa reconnaissance en tant que monument constitue l'élément principal d'identité d'une ville. Les villes européennes doivent leur caractère - ou, si l'on préfère, leur *charme* - au patrimoine artistique et monumental mais aussi au *tissu urbain*. On peut affirmer que l'aspect qui connote le mieux une ville consiste exactement dans la manière dont les monuments et le tissu se mettent en rapport entre eux.

Il y a des villes où les monuments se fondent et se confondent avec les maisons; il y en a d'autres où la continuité des maisons est interrompue par les élargissements des rues ou par des places dominées par les bâtiments publics.

Il n'y a pas des règles générales pour définir les qualités d'une ville du point de vue de l'architecture. Il est donc impossible d'affirmer *a priori* quels édifices méritent d'être sauvegardés et quels édifices sont destinés à la démolition. Dans un processus de développement qui se veut durable, il est évident qu'au delà du profit économique – public ou privé qu'il soit – d'autres critères de décision doivent intervenir.

Souvent, afin de justifier la démolition d'un bâtiment ou d'un îlot entier, on invoque des raisons d'ordre technique, mais tout aussi souvent les raisons techniques ne sont rien d'autre qu'un raccourci justifiant des choix économiques myopes ou sans pudeur. Cet état de choses n'a pas cessé de produire des préjugés alimentés, aujourd'hui, par les vices idéologiques produits par la culture dominante. En ce qui concerne le thème que nous traitons ici, le plus dangereux est celui qui prêche la priorité de l'innovation et la primauté indiscutable et absolue du nouveau.

Eloge de l'architecture ordinaire

Il est nécessaire de former non seulement des architectes et des urbanistes, mais aussi des administrateurs en mesure de reconnaître la valeur réelle des villes. Cette vision ne se limite pas aux aspects culturels de l'architecture, mais prend aussi en considération ses éléments techniques. Il n'est pas rare que de vieux bâtiments présentent des solutions efficaces du point de vue technique, en rapport avec les impératifs du Développement durable.

Les conditions de production qui ont déterminé la naissance, la croissance et le développement de nos villes contiennent des solutions encore valables face aux problèmes que l'architecture doit s'efforcer de résoudre dans une optique soutenable. La confiance aveugle en la technique conduit souvent à des aberrations. À différentes occasions, son exhibition se réduit à une finalité en soi. Nous disposons aujourd'hui de matériaux et de technologies permettant de réaliser des bâtiments n'ayant apparemment pas besoin de respecter l'orientation solaire ou les caractéristiques climatiques. De telles solutions incarnent parfaitement l'idéal d'une architecture toujours identique à elle-même, indépendamment du lieu dans lequel elle se réalise. Les raisons qui déterminent que dans les pays chauds on construit exactement comme dans les pays froids sont sans doute liées aux modes et aux impositions d'un modèle de développement unique. Les explications de ce phénomène sont nombreuses, et incluent les aspirations sociales et culturelles des pays les plus pauvres.

Mais si nous revenons à l'Europe, nous nous rendons compte que les phénomènes sont ici moins éclatants, mais pas, pour autant, moins nombreux et préoccupants.

J'aimerais, à ce point, libérer le champ de tout malentendu possible. Tout d'abord, je confirme que le contenu de ces pages ne se propose pas en tant que panégyrique du *bon vieux temps*. Le sens de ces réflexions correspond à la volonté d'as-

sumer une attitude responsable à l'égard d'un héritage de beauté extraordinaire, avec la certitude que passé et présent n'ont jamais été incompatibles et qu'aujourd'hui ils le sont encore moins. Le passé ne doit pas empêcher le présent de s'affirmer en tant que tel, mais il faudra prétendre de notre culture l'élaboration d'une nouvelle sensibilité à l'égard de cet aspect fondamental.

L'élément nouveau consiste dans le fait que cette réflexion ne se limite pas aux grands monuments mais, au contraire, s'adresse à une composante incontournable de la ville que l'on appelle *tissu*. Dans les meilleures théories de l'architecture, le tissu – opposé aux émergences monumentales – représente la partie de la ville la plus disponible aux transformations. Il s'agit d'un phénomène confirmé par l'histoire, qui se situe à l'origine de l'aspect actuel de nos villes: les monuments les structurent en tant que points de repère tant sur un plan physique que sur un plan symbolique. Pensons, par exemple, à cette présence – physique et symbolique - des églises ou des bâtiments représentatifs du pouvoir, religieux ou civil qu'il soit.

Comme nous l'avons déjà souligné, les villes s'identifient à leurs monuments au même titre qu'à leur "tissu" mais ce dernier risque de disparaître ou de s'effacer pour faire place à une architecture uniquement préoccupée d'exalter sa contemporanéité, ses contenus technologiques ou les qualités artistiques de ses auteurs.

Si les monuments représentent la profondeur du temps par sa fixité, le tissu témoigne d'une vie toujours présente dont l'exubérance s'affiche parfois de façon discrète. J'entends, par là, tous les travaux de modification, transformation, adaptation ou actualisation que les vieilles maisons subissent inlassablement pour répondre à des exigences nouvelles. La ville se transforme comme un organisme vivant, selon des processus très lents. Déjà à ce niveau, plusieurs problèmes surgissent. Le principal est la difficulté de comprendre et réinterpréter l'architecture du passé sans la dénaturer. Il s'agit, bien évidemment, d'un problème d'ordre culturel que les écoles d'architecture devront, tôt ou tard, aborder avec la volonté de former des professionnels capables d'intervenir sur le bâti avec conscience, sensibilité et responsabilité.

À ce propos, je suis convaincu qu'un développement urbain véritablement durable ne peut pas se permettre d'ignorer que le patrimoine bâti constitue une ressource fondamentale, d'un point de vue culturel et social. Aujourd'hui nous assistons à la multiplication des systèmes d'expertise et disposons de moyens sophistiqués permettant d'évaluer les coûts, les risques et les bénéfices d'une rénovation ou d'une nouvelle construction. Difficilement ces instruments prennent en considération la valeur patrimoniale, l'appartenance à une précise identité urbaine ou la contribution d'un bâtiment, ou d'un îlot, à la définition de cette même identité.

La manière de rénover le parc immobilier, par exemple, ne semble pas poser de problèmes particuliers vu que les "crimes" se consomment à l'intérieur, à l'abri du regard du passant. Cependant, les transformations intérieures sont parfois tellement radicales et violentes que les dénaturations qu'elles produisent n'échappent qu'aux observateurs les plus superficiels.

Les enjeux sont évidents: le patrimoine historique risque de devenir le champ d'application exclusif de la taxidermie ou, en alternative, l'arrière-fond des manifestations démagogiques affirmant la primauté de l'innovation. Ces deux extrêmes s'appliquant de manière privilégiée à la substance monumentale et représentative de la ville, il serait question, pour nous, de fonder une "théorie de l'architecture de l'ordinaire".

Dans cette optique, les projets de transformation du tissu urbain et des quartiers d'habitations pourraient devenir le véhicule de l'identité d'une ville, trait d'union entre son passé et ses aspirations futures.